# ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION RELIEE DES DOCUMENTS "COM"

COM (81)642

Vol. 1981/0193

Historical Archives of the European Commission

***Disclaimer***

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), tel que modifié par le règlement (CE, Euratom) n° 1700/2003 du 22 septembre 2003 (JO L 243 du 27.9.2003, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement.

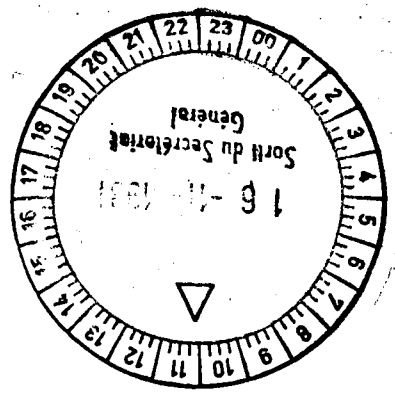
In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as amended by Regulation (EC, Euratom) No 1700/2003 of 22 September 2003 (OJ L 243, 27.9.2003, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), geändert durch die Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1700/2003 vom 22. September 2003 (ABl. L 243 vom 27.9.2003, S. 1), ist diese Datei der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlusssachen in dieser Datei in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben.

# COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(81) 642 final

Bruxelles, le 9 novembre 1981




Proposition d'un

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire concernant certains produits faits à la main (année 1982)

---

(présentée par la Commission au Conseil)

com642

# EXPOSE DES MOTIFS

1. Dans le cadre de négociations multilatérales au sein du G.A.T.T., la Communauté s'est déclarée prête à procéder annuellement, sous certaines conditions dont la présentation d'un certificat de fabrication reconnu par les autorités compétentes, à l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire, en exemption de droits et d'un montant de 5.000.000 UC, avec une limite de 500.000 UC par position ou sous-position tarifaire concernée, pour certains produits faits à la main (handicrafts).

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la Déclaration d'intention concernant les relations commerciales avec certains pays asiatiques, et pour tenir compte de la participation des nouveaux Etats membres dans l'utilisation de ce contingent, le montant contingentaire a été porté, à partir du 1er janvier 1974, à 10.000.000 unités de compte (avec une limite de 1.000.000 unités de compte par position ou sous-position tarifaire).

2. Dans le même cadre, et à la suite d'une demande introduite par le Royaume-Uni (1), la Commission a été amenée à procéder à un examen des problèmes commerciaux qui se posent dans les relations commerciales entre cet Etat membre et les pays asiatiques du Commonwealth, par l'élimination progressive, à partir du 1er janvier 1974, de la préférence dont ces derniers ont bénéficié sur le marché britannique pour un nombre considérable de produits et notamment pour certains vêtements et produits finis obtenus à partir de tissus faits à la main. Cette question a été débattue à plusieurs reprises avec les experts gouvernementaux et il a été décidé d'un commun accord, de réexaminer le problème en question dès que la situation économique de la Communauté aura évolué favorablement.

3. La proposition de règlement ci-annexée vise donc l'ouverture du contingent tarifaire en question le 1er janvier 1972 pour

.../...

(1) Cette demande a été appuyée par les autorités indiennes et pakistanaises.

Les produits retenus pour l'année 1981, et à raison du montant précité de 10.000.000 Ecus, majoré de 2% pour tenir compte de l'adhésion de la Grèce.

4. En l'absence de données statistiques détaillées relatives aux produits concernés, la répartition n'a pu s'effectuer tout comme au cours des années antérieures qu'en divisant le montant contingentaire en neuf parties et en attribuant une de ces parties aux huit territoires constituant la Communauté, la dernière étant maintenue en réserve pour couvrir les besoins supplémentaires éventuels.

5. Un autre problème résulte de la fixation d'un butoir communautaire dont le montant pour chaque position ou sous-position tarifaire concernée par le contingent, ne peut dépasser actuellement le niveau de 1.200.000 Ecus. Lors des réunions de consultation tenues les 9 avril et 15 avril 1970, ce problème avait déjà été évoqué, et il était apparu que le dépassement dudit plafond pouvait, dans certains cas, causer des difficultés sur le marché des Etats membres.

   Toutefois, il avait été convenu que, dans un premier stade:

   - des dispositions particulières ne devraient pas être incorporées dans le règlement proprement dit, pour éviter un dépassement quelconque de ce plafond;

   - les instances compétentes de tous les Etats membres collaboreraient étroitement avec les services de la Commission, afin de permettre de recourir à toute mesure adéquate au cas où un risque réel de dépassement du plafond en question viendrait à se manifester.

C'est ainsi qu'un accord unanime a pu être obtenu au sujet de l'application provisoire d'un système de contrôle prévoyant, d'une façon générale, la fixation théorique d'un plafond national par position tarifaire, correspondant à 10% de la quote-part initiale de chacun des Etats membres et la transmission à la Commission, pour des périodes internes à déterminer selon les cas, de l'état d'utilisation des quotes-parts des Etats membres pour chacune des positions tarifaires. Le bilan communautaire, dressé par les services de la Commission serait communiqué sans retard à tous les Etats membres.

Sur le plan pratique, ce système s'appliquerait comme suit :

- lorsque dans un Etat membre, les imputations sous une position tarifaire concernée atteignent 10% de la quote-part initiale attribuée à cet Etat membre, celui-ci, sans toutefois s'opposer à la continuation des imputations, le fait savoir à la Commission qui le communique aux autres Etats membres, lesquels transmettent alors à la Commission, dans les plus brefs délais, leur état d'imputation le plus récent sur la position tarifaire en cause ; si sur la base du bilan relatif à cette position et établi par la Commission, le plafond est atteint, les imputations sur la position tarifaire concernée sont arrêtées dans tous les Etats membres ; s'il n'est pas encore atteint, mais susceptible de l'être dans un proche avenir, les Etats membres notifient par telex à la Commission, une fois par semaine ou après chaque imputation d'un montant important, le total des imputations effectuées durant la semaine écoulée ou depuis la dernière communication.

...LEMENT (CEE) ... DU CONSEIL

portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire concernant certains produits faits à la main (1982)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, pour certains produits faits à la main, la Communauté économique européenne s'est déclarée prête à procéder annuellement à l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire en exemption de droits de douane d'un montant global de 5 000 000 d'unités de compte et dans la limite d'une valeur de 500 000 unités de compte pour chaque position ou sous-position tarifaire considérée; que, dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration d'intention concernant les relations commerciales avec certains pays asiatiques, le montant contingentaire total et la limite maximale admise pour chaque position ou sous-position tarifaire ont été portés respectivement à 10 000 000 d'unités de compte et à 1 200 000 unités de compte; que l'admission au bénéfice de ce contingent tarifaire communautaire est toutefois subordonnée à la présentation aux autorités douanières de la Communauté d'un certificat délivré par les instances reconnues du pays de fabrication attestant que les marchandises concernées sont faites à la main;

que le formulaire de certificat de fabrication tel qu'il a été annexé aux règlements arrêtés par le Conseil chaque année pour l'ouverture des contingents tarifaires précités et notamment au règlement (CEE) n° 3182/80(1) ne correspond plus aux normes internationales les plus récentes; qu'il n'est notamment pas conforme à la formule-cadre recommandée par la Commission économique pour l'Europe à Genève pour les documents utilisés dans le commerce extérieur; que, pour tenir compte de cette recommandation, il est approprié d'adapter le modèle de certificat de fabrication; que, dans un but d'économie, l'utilisation de formulaires de l'ancien modèle doit être autorisée jusqu'à épuisement des stocks existants dans les pays fournisseurs; qu'il convient dès lors d'ouvrir, le 1er janvier 1982, le contingent tarifaire en question, en respectant les dispositions du règlement (CEE) n° 3308/80 du Conseil, du 16 décembre 1980 relatif au remplacement de l'unité de compte européenne par l'Ecu dans les actes communautaires (2), et en prévoyant une majoration de 2% du montant contingentaire global pour tenir compte de l'adhésion de la Grèce;

(1) JO n° L 337 du 13.12.1980, p. 50
(2) JO n° L 345 du 20.12.1980, p. 1

considérant qu'il y a lieu de garantir, notamment, l'accès égal et continu de tous les importateurs audit contingent et l'application, sans interruption, du taux prévu pour ledit contingent à toutes les importations jusqu'à épuisement de ce dernier; qu'un système d'utilisation du contingent tarifaire communautaire, fondé sur une répartition entre les États membres, paraît susceptible de respecter la nature communautaire dudit contingent au regard des principes dégagés ci-dessus; que cette répartition, afin de représenter le mieux possible l'évolution réelle des marchés des produits en question, devrait être effectuée au prorata des besoins calculés, d'une part, d'après les données statistiques relatives aux importations en provenance des pays tiers durant une période de référence représentative et, d'autre part, d'après les perspectives économiques pour l'année contingentaire considérée;

considérant, toutefois, que les produits considérés ne sont pas spécifiés dans les nomenclatures statistiques; que, dans cette situation, il ne s'est pas encore révélé possible de recueillir des données statistiques suffisamment précises et représentatives; que l'état d'épuisement du contingent tarifaire communautaire ouvert jusqu'à présent ne permet pas de se faire une opinion décisive au sujet des besoins réels de chacun des États membres; que, en conséquence, il ne paraît pas possible de procéder autrement qu'en divisant le montant du contingent tarifaire en neuf parties et d'en attribuer une respectivement aux États du Benelux, au Danemark, à la république fédérale d'Allemagne, à la Grèce, à la France, à l'Irlande, à l'Italie et au Royaume-Uni, la dernière partie étant tenue en réserve pour couvrir ultérieurement les besoins des États membres ayant épuisé leur quote-part initiale;

considérant que les quotes-parts initiales peuvent être épuisées plus ou moins rapidement; que, pour tenir compte de ce fait et éviter toute discontinuité, il importe que tout État membre ayant utilisé presque totalement sa quote-part initiale procède au tirage d'une quote-part complémentaire sur la réserve communautaire; que ce tirage doit être effectué par chaque État membre lorsque chacune de ses quotes-parts complémentaires est presque totalement utilisée, et ce autant de fois que le permet la réserve; que les quotes-parts initiales et complémentaires doivent être valables jusqu'à la fin de la période contingentaire; que ce mode de gestion requiert une collaboration étroite entre les États membres et la Commission, laquelle doit notamment pouvoir suivre l'état d'épuisement du contingent tarifaire et en informer les États membres; que cette collaboration doit être d'autant plus étroite qu'il ne paraît pas indispensable, au stade actuel, de prévoir, dans le présent règlement des mesures particulières en vue d'assurer le non-dépassement du plafond d'imputation de 1 200 000 Ecus par position ou sous-position tarifaire;

considérant que, si, à une date déterminée de la période contingentaire, un reliquat important existe dans l'un ou l'autre État membre, il est indispensable que cet État en reverse un pourcentage appréciable dans la réserve, afin d'éviter qu'une partie du contingent communautaire ne soit pas utilisée dans un État

membre alors qu'elle pourrait être utilisée dans d'autres;

considérant que le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg étant réunis et représentés par l'union économique Benelux, toute opération relative à la gestion des quotes-parts attribuées à ladite union économique peut être effectuée par l'un de ses membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

1. Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1982, un contingent tarifaire communautaire d'un volume correspondant à 10 200 000 Ecus européennes, avec un montant maximal de 1 200 000 Ecus pour chaque position ou sous-position tarifaire concernée, est ouvert pour les produits énumérés ci-après:

| Numéro du tarif douanier commun | Désignation des marchandises |
|---|---|
| 42.02 | Articles de voyage (malles, valises, boîtes à chapeaux, sacs de voyage, sacs à dos, etc.), sacs à provisions, sacs à mains, cartables, serviettes, portefeuilles, porte-monnaie, trousses de toilette, trousses à outils, blagues à tabac, gaines, étuis, boîtes (pour armes, instruments de musique, jumelles, bijoux, flacons, cols, chaussures, brosses, etc.) et contenants similaires, en cuir naturel, artificiel ou reconstitué, en fibre vulcanisée, en feuilles de matières plastiques artificielles, en carton ou en tissus:<br>B. en autres matières |
| 42.03 | Vêtements et accessoires du vêtement en cuir naturel, artificiel ou reconstitué:<br>C. autres accessoires du vêtement |
| 44.24 | Ustensiles de ménage en bois |
| 44.27 | Ouvrages de tabletterie et de petite ébénisterie (boîtes, coffrets, étuis, écrins, plumiers, portemanteaux, lampadaires et autres appareils d'éclairage, etc.), objets d'ornement, d'étagère et articles de parure, en bois; parties en bois de ces ouvrages ou objets |
| 48.21 | Autres ouvrages en pâte à papier, papier, carton ou ouate de cellulose:<br>D. Linge de lit, de table, de toilette (y compris les serviettes à démaquiller et les mouchoirs), d'office ou de cuisine; linge de corps et autres vêtements<br>F. autres:<br>I. Articles à usage chirurgical, médical ou hygiénique, non conditionnés, pour la vente au détail<br>II. non dénommés |
| ex 55.09 | Autres tissus de coton:<br>— Tissus teints ou imprimés à la main selon le procédé «batik» |
| 58.01 | Tapis à points noués ou enroulés, même confectionnés:<br>A. de laine ou de poils fins:<br>1. contenant en poids plus de 10 % au total de soie ou de bourre de soie (schappe)<br>B. de soie, de bourre de soie (schappe), de fibres textiles synthétiques, de filés ou fils du n° 52.01 ou de fils de métal<br>C. d'autres matières textiles |
| 58.10 | Broderies en pièces, en bandes ou en motifs |
| 59.02 | Feutres et articles en feutre, même imprégnés ou enduits:<br>ex B. autres:<br>— Tapis, carpettes |

| Numéro du tarif douanier commun | Désignation des marchandises |
|---|---|
| 60.05 | Vêtements de dessus, accessoires du vêtement et autres articles de bonneterie non élastique ni caoutchoutée: |
| | A. Vêtements de dessus et accessoires du vêtement: |
| | II. autres: |
| | b) autres: |
| | 4. autres vêtements de dessus: |
| | bb) Chandails, *pullovers* (avec ou sans manches), *twinsets*, gilets et vestes [à l'exclusion des vestes visées à la sous-position 60.05 A II b) 4 hh)]: |
| | 11. pour hommes et garçonnets: |
| | ex bbb) de poils fins: |
| | — Chandails, *pullovers* (avec ou sans manches) |
| | 22. pour femmes, fillettes et jeunes enfants: |
| | ex ccc) de poils fins: |
| | — Chandails, *pullovers* (avec ou sans manches) |
| | ll) autres vêtements de dessus: |
| | ex 11. de laine ou de poils fins: |
| | — *Ponchos* en poils fins |
| ex 61.01 | Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets: |
| | B. autres: |
| | V. autres: |
| | b) Pardessus, imperméables et autres manteaux, y compris les capes: |
| | ex 1. de laine ou de poils fins: |
| | — *Ponchos* |
| ex 61.02 | Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants: |
| | — Vêtements teints ou imprimés à la main selon le procédé «batik» |
| 61.02 | Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants: |
| | B. autres: |
| | II. autres: |
| | e) autres: |
| | 2. Manteaux et imperméables, y compris les capes: |
| | ex aa) de laine ou de poils fins: |
| | — *Ponchos* et capes en laine |
| | — *Ponchos* en poils fins |
| | 5. Jupes, y compris les jupes-culottes: |
| | ex aa) de laine ou de poils fins: |
| | — Jupes, coupes pour jupes, en laine |
| 61.05 | Mouchoirs et pochettes: |
| | A. en tissus de coton et d'une valeur supérieure à 15 ECU par kg poids net |
| 61.06 | Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes, et articles similaires |
| 61.07 | Cravates |
| 61.11 | Autres accessoires confectionnés du vêtement: dessous de bras, bourrelets et épaulettes de soutien pour tailleurs, ceintures et ceinturons, manchons, manches protectrices, etc. |
| 62.01 | Couvertures |
| 62.02 | Linge de lit, de table, de toilette, d'office ou de cuisine; rideaux, vitrages et autres articles d'ameublement |
| | ex B. autres: |
| | — Articles en tissus de coton teints ou imprimés à la main selon le procédé «batik» |

| Numéro du tarif douanier commun | Désignation des marchandises |
|---|---|
| 62.02 *(suite)* | Linge de lit, de table, de toilette, d'office ou de cuisine; rideaux, vitrages et autres articles d'ameublement:<br>B. autres:<br>IV. Rideaux et autres articles d'ameublement.<br>ex c) d'autres matières textiles:<br>— Doubles rideaux en laine |
| 62.05 | Autres articles confectionnés en tissus, y compris les patrons de vêtements |
| 64.05 | Parties de chaussures (y compris les semelles intérieures et les talonnettes) en toutes matières autres que le métal |
| ex 65.05 | Chapeaux et autres coiffures (y compris les résilles et filets à cheveux) en bonneterie ou confectionnés à l'aide de tissus, de dentelles ou de feutre (en pièces, mais non en bandes), garnis ou non:<br>— Bérets en laine |
| 66.02 | Cannes (y compris les cannes d'alpinistes et les cannes-sièges), fouets, cravaches et similaires |
| 68.02 | Ouvrages en pierres de taille ou de construction, à l'exclusion de ceux du n° 68.01 et de ceux du chapitre 69; cubes et dés pour mosaïques:<br>A. Ouvrages en pierres de taille ou de construction:<br>IV. sculptés |
| 74.18 | Articles de ménage, d'hygiène et d'économie domestique et leurs parties, en cuivre |
| 74.19 | Autres ouvrages en cuivre |
| 83.06 | Statuettes et autres objets d'ornement d'intérieur, en métaux communs; cadres pour photographies, gravures et similaires, en métaux communs; miroiterie en métaux communs:<br>A. Statuettes et autres objets d'ornement d'intérieur |
| 83.07 | Appareils d'éclairage, articles de lampisterie et de lustrerie, ainsi que leurs parties non électriques, en métaux communs:<br>B. autres |
| ex 83.09 | Fermoirs, montures-fermoirs, boucles, boucles-fermoirs, agrafes, crochets, œillets et articles similaires, en métaux communs, pour vêtements, chaussures, bâches, maroquinerie et pour toutes confections ou équipements, rivets tubulaires ou à tige fendue, en métaux communs; perles et paillettes découpées, en métaux communs:<br>— Perles et paillettes découpées, en métaux communs |
| 83.11 | Cloches, clochettes, sonnettes, timbres, grelots et similaires (non électriques) et leurs parties, en métaux communs |
| 94.03 | Autres meubles et leurs parties |
| 95.05 | Écaille, nacre, ivoire, os, corne, bois d'animaux, corail naturel ou reconstitué et autres matières animales à tailler, travaillés (y compris les ouvrages):<br>B. autres:<br>II. non dénommés |
| 95.08 | Matières végétales ou minérales à tailler, travaillées (y compris les ouvrages); ouvrages moulés ou taillés en cire naturelle (animale ou végétale), minérale ou artificielle, en paraffine, en stéarine, en gommes ou résines naturelles (copal, colophane, etc.), en pâtes à modeler, et autres ouvrages moulés ou taillés, non dénommés ni compris ailleurs; gélatine non durcie travaillée, autre que celle reprise sous le n° 35.03, et ouvrages en cette matière:<br>B. autres |

| Numéro du tarif douanier commun | Désignation des marchandises |
|---|---|
| 97.02 | Poupées de tous genres:<br>ex A. Poupées (habillées ou non):<br>— Poupées décoratives habillées d'une manière folklorique caractéristique du pays d'origine |
| 97.03 | Autres jouets; modèles réduits pour le divertissement:<br>A. en bois |

2. Le bénéfice de ce contingent est, toutefois, réservé aux produits accompagnés d'un certificat reconnu par les autorités compétentes de la Communauté et conforme à l'un des modèles figurant en annexe I, délivré par l'une des instances reconnues du pays de fabrication figurant à l'annexe II et attestant que les marchandises concernées sont faites à la main. Toutefois les modèles de certificat utilisés antérieurement et annexés notamment au règlement (CEE) n° 3182/80, pourront continuer à être utilisés jusqu'à épuisement des stocks des pays fournisseurs.

Ces marchandises doivent, en outre, être acceptées comme faites à la main par les autorités compétentes de la Communauté.

3. Les droits du tarif douanier commun sont totalement suspendus dans le cadre de ce contingent tarifaire communautaire.

Dans la limite de ce contingent tarifaire, la Grèce applique des droits calculés conformément aux dispositions fixées dans l'acte d'adhésion de 1979.

*Article 2*

1. Une première tranche d'un montant de 6 580 000 Ecus est répartie entre les États membres; les quotes-parts qui, sous réserve de l'article 5, sont valables du 1er janvier au 31 décembre 1982 s'élèvent, pour chacun des États membres, aux volumes correspondant aux valeurs indiquées ci-après:

| | Ecus |
|---|---|
| Benelux | 1 250 000 |
| Danemark | 250 000 |
| Allemagne (RF) | 1 430 000 |
| Grèce | 152 000 |
| France | 1 250 000 |
| Irlande | 163 800 |
| Italie | 757 000 |
| Royaume-Uni | 1 307 200 |

2. La deuxième tranche, portant sur un montant de 3 620 000 Ecus constitue la réserve communautaire.

3. Les dispositions du règlement (CEE) n° 3308/80, et notamment de son article 2, sont applicables pour le calcul des contre-valeurs en monnaies nationales des montants exprimés en Ecus.

*Article 3*

1. Si la quote-part initiale d'un État membre, telle qu'elle est fixée à l'article 2 paragraphe 1, ou cette même quote-part diminuée de la fraction reversée à la réserve — s'il a été fait application de l'article 5 — est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède sans délai, par voie de notification à la Commission, au tirage, dans la mesure où le montant de la réserve le permet, d'une deuxième quote-part égale à 15 % de sa quote-part initiale, éventuellement arrondie à l'unité supérieure.

2. Si, après épuisement de sa quote-part initiale, la deuxième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède, dans les conditions prévues au paragraphe 1, au tirage d'une troisième quote-part égale à 7,5 % de sa quote-part initiale, éventuellement arrondie à l'unité supérieure.

3. Si, après épuisement de sa deuxième quote-part, la troisième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède, dans les mêmes conditions, au tirage d'une quatrième quote-part égale à la troisième.

Ce processus s'applique jusqu'à épuisement de la réserve.

4. Par dérogation aux paragraphes 1, 2 et 3, chaque État membre peut procéder au tirage de quotes-parts inférieures à celles fixées par ces paragraphes, s'il existe des raisons d'estimer que celles-ci risquent de ne pas être épuisées. Il informe la Commission des motifs qui l'ont déterminé à appliquer le présent paragraphe.

*Article 4*

Les quotes-parts complémentaires tirées en application de l'article 3 sont valables jusqu'au 31 décembre 1982.

*Article 5*

Les États membres reversent à la réserve, au plus tard le 1er octobre 1982, la fraction non utilisée de leur quote-part initiale qui, à la date du 15 septembre 1982, excède 50 % du volume initial. Ils peuvent reverser une quantité plus importante, s'il existe des raisons d'estimer que celle-ci risque de ne pas être utilisée.

Les États membres communiquent à la Commission, au plus tard le 1er octobre 1982, le total des importations des produits considérés réalisées jusqu'au 15 septembre 1982 inclus et imputées sur le contingent communautaire, ainsi qu'éventuellement la fraction de leur quote-part initiale qu'ils reversent à la réserve.

*Article 6*

La Commission comptabilise les montants des quotes-parts ouvertes par les États membres conformément aux articles 2 et 3 et informe chacun d'eux, dès que les notifications lui parviennent, de l'état d'épuisement de la réserve.

Elle informe les États membres, au plus tard le 5 octobre 1982 de l'état de la réserve après les reversements effectués en application de l'article 5.

Elle veille à ce que le tirage qui épuise la réserve soit limité au solde disponible et, à cet effet, en précise le montant à l'État membre qui procède à ce dernier tirage.

*Article 7*

1. Les États membres prennent toute disposition utile pour que l'ouverture des quotes-parts complémentaires qu'ils ont tirées en application de l'article 3 rende possibles les imputations, sans discontinuité, sur leur part cumulée du contingent tarifaire communautaire.

2. Les États membres garantissent aux importateurs des produits en question, établis sur leur territoire, le libre accès aux quotes-parts qui leur sont attribuées.

3. Les États membres procèdent à l'imputation des importations des produits en question sur leur quote-part au fur et à mesure que ces produits sont présentés en douane sous le couvert de déclarations de mise en libre pratique.

4. L'état d'épuisement des quotes-parts de chaque État membre est constaté sur la base des importations imputées dans les conditions définies au paragraphe 3.

*Article 8*

À la demande de la Commission, les États membres l'informent des importations des produits en question effectivement imputées sur leurs quotes-parts.

*Article 9*

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin que le présent règlement soit respecté.

*Article 10*

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1982.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Conseil*
*Le président*

Bilag I - Anhang I - ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι Annex I - Annexe I - Allegato I - Bijlage I

---

Modeller til fremstillingscertifikat

Muster der Herstellungsbescheinigung

Υποδείγματα πιστοποιητικών κατασκευής

Model certificate of manufacture

Modèles de certificat de fabrication

Modelli di certificato di fabbricazione

Modellen van certificaat van vervaardiging

| 1. EKSPORTØR (NAVN, FULDSTÆNDIG ADRESSE, LAND) | 2. NUMMER | 00000 |
|---|---|---|
| | CERTIFICAT<br>VEDRØRENDE VISSE KUNSTHÅNDVÆRKSPRODUKTER<br>(HANDICRAFTS)<br>udstedt med henblik på opnåelse af præferencetoldbehandling i Det europæiske økonomiske Fællesskab. | |
| 3. MODTAGER (NAVN, FULDSTÆNDIG ADRESSE, LAND) | 4. FREMSTILLINGSLAND | 5. BESTEMMELSESLAND |
| 6. STED OG DATO FOR INDSKIBNING - TRANSPORTMIDDEL | 7. SUPPLERENDE OPLYSNINGER | |

| 8. NØJE BESKRIVELSE AF VARERNE - MÆRKER OG NUMRE - ANTAL KOLLI OG DISSES ART | 9. ANTAL (1) | 10. VÆRDI FOB (2) |
|---|---|---|
| | | |

11. DEN KOMPETENTE MYNDIGHEDS PÅTEGNING.

UNDERTEGNEDE ERKLÆRER, AT NEDENFOR BESKREVNE FORSENDELSE UDELUKKENDE INDEHOLDER KUNSTHÅNDVÆRKSPRODUKTER FREMSTILLET AF LANDSBYHÅNDVÆRKERE I DET LAND, DER ER ANFØRT I RUBRIK NR. 4.

| 12. KOMPETENT MYNDIGHED (NAVN, ADRESSE, LAND) | Sted _____ Dato _____<br>(UNDERSKRIFT) (STEMPEL) |
|---|---|

(1) ANFØR HVORVIDT DET DREJER SIG OM ANTAL DELE, METER, $M^2$ ELLER KILO
(2) I DEN VALUTA DER ER ANFØRT I KØBEKONTRAKTEN

1) AUSFÜHRER (Name, vollständige Anschrift, Land)

2) NUMMER 00000

BESCHEINIGUNG
FÜR BESTIMMTE HANDGEARBEITETE WAREN
(HANDICRAFTS)
ausgestellt für die Zulassung zum zolltariflichen Vorzugsregelung in der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft

3) EMPFÄNGER (Name, vollständige Anschrift Land)

4) HERSTELLUNGSLAND

5) BESTIMMUNGSLAND

6) ORT UND DATUM DER VERLADUNG-BEFÖRDERUNGSMITTEL

7) ZUSÄTZLICHE ANGABEN

| 8) GENAUE BESCHREIBUNG DER ERZEUGNISSE - ZEICHEN UND NUMMERN - ANZAHL UND ART DER PACKSTÜCKE | 9) MENGE (1) | 10) WERT FOB (2) |
|---|---|---|
| | | |

11) SICHTVERMERK DER ZUSTÄNDIGEN BEHÖRDE

DER UNTERZEICHNENDE BESCHEINIGT DASS DIE VORSTEHEND BEZEICHNETE SENDUNG AUSSCHLIESSLICH IN LÄNDLICHEN HANDWERKSBETRIEBEN DES UNTER NR. 4 ANGEGEBENEN LANDES HANDGEARBEITETE WAREN ENTHÄLT.

12) ZUSTÄNDIGE BEHÖRDE (Name, vollständige Anschrift, Land)

Ort _____ Datum _____

(UNTERSCHRIFT) (STEMPEL)

(1) Angeben, ob es sich um Stück, Meter, Quadratmeter oder Kilogramm handelt
(2) In der im Kaufvertrag angegebenen Währung

| 1 ΕΞΑΓΩΓΕΑΣ (ΟΝΟΜΑ, ΠΛΗΡΗΣ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ, ΧΩΡΑ) | 2. ΑΡΙΘΜΟΣ | 00000 |
|---|---|---|
| | ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ<br>ΟΣΟΝ ΑΦΟΡΑ ΟΡΙΣΜΕΝΑ ΠΡΟΪΟΝΤΑ ΧΕΙΡΟΤΕΧΝΙΑΣ (HANDICRAFTS)<br>ΠΑΡΑΔΙΔΕΤΑΙ ΓΙΑ ΝΑ ΧΡΗΣΙΜΕΥΣΕΙ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΠΙΤΕΥΞΗ ΤΗΣ ΑΠΑΛΛΑΒΗΣ ΤΟΥ ΠΡΟΤΙΜΗΣΙΑΚΟΥ ΔΑΣΜΟΛΟΓΙΚΟΥ ΚΑΘΕΣΤΩΤΟΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΚΟΙΝΟΤΗΤΟΣ | |
| 3 ΠΑΡΑΛΗΠΤΗΣ (ΟΝΟΜΑ, ΠΛΗΡΗΣ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ, ΧΩΡΑ) | 4 ΧΩΡΑ ΚΑΤΑΣΚΕΥΗΣ | 5 ΧΩΡΑ ΠΡΟΟΡΙΣΜΟΥ |
| 6 ΤΟΠΟΣ ΚΑΙ ΧΡΟΝΟΛΟΓΙΑ ΑΠΟΣΤΟΛΗΣ – ΜΕΣΟΝ ΜΕΤΑΦΟΡΑΣ | 7 ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΑ ΣΤΟΙΧΕΙΑ | |

| 8 ΛΕΠΤΟΜΕΡΗΣ ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΤΩΝ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ – ΣΗΜΕΙΑ ΚΑΙ ΑΡΙΘΜΟΙ – ΑΡΙΘΜΟΣ ΚΑΙ ΕΙΔΟΣ ΤΟΥ ΔΕΜΑΤΟΣ | 9 ΠΟΣΟΤΗΣ | 10 ΑΞΙΑ (2) FOB |
|---|---|---|
| | | |

11 ΕΠΙΚΥΡΩΣΙΣ ΤΗΣ ΑΡΜΟΔΙΑΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ
Ο ΚΑΤΩΘΙ ΥΠΟΓΕΓΡΑΜΜΕΝΟΣ ΠΙΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ Η ΑΠΟΣΤΟΛΗ ΜΕ ΤΗΝ ΠΑΡΑΠΑΝΩ ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΠΕΡΙΕΧΕΙ ΑΠΟΚΛΕΙΣΤΙΚΑ ΑΡΓΑΛΕΙΟ ΑΠΟ ΟΙΚΟΤΕΧΝΙΤΕΣ ΤΗΣ ΧΩΡΑΣ ΠΟΥ ΑΝΑΦΕΡΕΤΑΙ ΣΤΟ ΤΕΤΡΑΓΩΝΟ ΑΡΙΘ. 4

| 12 ΑΡΜΟΔΙΑ ΥΠΗΡΕΣΙΑ (ΟΝΟΜΑ, ΠΛΗΡΗΣ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ, ΧΩΡΑ) | (ΥΠΟΓΡΑΦΗ) | (ΣΦΡΑΓΙΔΑ) |
|---|---|---|
| | | |

(1) ΑΝΑΦΕΡΑΤΕ ΕΑΝ ΠΡΟΚΕΙΤΑΙ ΠΕΡΙ ΑΡΙΘΜΟΥ ΤΕΜΑΧΙΩΝ, ΜΕΤΡΩΝ, ΤΕΤΡΑΓΩΝΙΚΩΝ ΜΕΤΡΩΝ Η ΚΙΛΩΝ
(2) ΣΤΟ ΝΟΜΙΣΜΑ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΠΩΛΗΣΕΩΣ

1) EXPORTER (Name, full address, country)

2) NUMBER 00000

CERTIFICATE
IN REGARD TO CERTAIN HANDICRAFT PRODUCTS
( HANDICRAFTS)

issued with a view to obtaining the benefit of the preferential tariff regime in the European economic Community

3) CONSIGNEE (Name, full address, country)

4) COUNTRY OF MANUFACTURE

5) COUNTRY OF DESTINATION

6) PLACE AND DATE OF SHIPMENT- MEANS OF TRANSPORT

7) SUPPLEMENTARY DETAILS

| 8) DETAILED DESCRIPTION OF GOODS - MARKS AND NUMBERS - NUMBER AND KIND OF PACKAGES | 9) QUANTITY (1) | 10) FOB VALUE (2) |
|---|---|---|
| | | |

11) CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY

I, THE UNDERSIGNED, CERTIFY THAT THE CONSIGNMENT DESCRIBED ABOVE CONTAINS ONLY HANDICRAFT PRODUCTS (HANDICRAFTS) OF THE COTTAGE INDUSTRY OF THE COUNTRY SHOWN IN BOX NO. 4.

12) COMPETENT AUTHORITY(Name, full address, country)

At _____ on _____

(SIGNATURE) (SEAL)

(1) Indicate whether in pieces, metres, square metres or kilogrammes
(2) In the currency of the contract of sale.

| 1) EXPORTATEUR(Nom, adresse complète,pays) | 2) NUMERO | 00000 |
|---|---|---|
| | CERTIFICAT<br>CONCERNANT CERTAINS PRODUITS FAITS A LA MAIN ( HANDICRAFTS)<br>délivré en vue de l'obtention du bénéfice du régime tarifaire préférentiel dans la Communauté économique européenne. | |
| 3) DESTINATAIRE(Nom, adresse complète,pays) | 4)PAYS DE FABRICATION | 5)PAYS DE DESTINATION |
| 6)LIEU ET DATE D'EMBARQUEMENT-<br>MOYEN DE TRANSPORT | 7)DONNEES SUPPLEMENTAIRES | |

| 8)DESIGNATION DETAILLEE DES MARCHANDISES -<br>MARQUES ET NUMEROS - NOMBRE ET NATURE DES COLIS | 9)QUANTITE<br>(1) | 10)VALEUR<br>(2) FOB |
|---|---|---|
| | | |

11) VISA DE L'AUTORITE COMPETENTE

JE SOUSSIGNE, CERTIFIE QUE L'ENVOI DECRIT CI-DESSUS CONTIENT EXCLUSIVEMENT DES PRODUITS FAITS A LA MAIN PAR L'ARTISANAT RURAL DU PAYS INDIQUE DANS LA CASE NO.4.

| 12)AUTORITE COMPETENTE(Nom,adresse complète<br>pays) | .A _____ le _____ |
|---|---|
| | (SIGNATURE) (SCEAU |

(1)Indiquer s'il s'agit d'un nombre de pièces, de mètres, de $m^2$ ou de kilogrammes
(2) Dans la monnaie du contrat de vente

1) ESPORTATORE(nome, indirizzo completo, paese)

2) NUMERO 00000

CERTIFICATO

RELATIVO A TALUNI PRODOTTI FATTI A MANO (HANDICRAFTS)

rilasciati per ottenere il beneficio del regime tariffario preferenziali nella Comunità economica europea

3)DESTINATARIO (nome, indirizzo completo, paese)

4)PAESE DI FABBRICAZIONE

5)PAESE DI DESTINAZIONE

6)LUOGO E DATA D'IMBARCO - MEZZO DI TRASPORTO

7)DATI SUPPLEMENTARI

| 8)DESIGNAZIONE DETTAGLIATA DELLE MERCI - MARCHE E NUMERI - NUMERO E NATURA DEI COLLI | 9)QUANTITÀ (1) | 10)VALORE FOB (2) |
|---|---|---|
| | | |

11)VISTO DELL'AUTORITA COMPETENTE:

IL SOTTOSCRITTO CERTIFICA CHE LA PARTITA DESCRITTA SOPRA CONTIENE ESCLUSIVAMENTE DEI PRODOTTI FATTI A MANO DALL'ARTIGIANATO RURALE DEL PAESE INDICATO NELLA CASELLA NO.4.

12)AUTORITA COMPETENTE(nome,indirizzo completo, paese)

A _____ li _____

(FIRMA) (SIGILLO)

(1)Indicare se si tratta di un numero di pezze, di metri, di $m^2$ o di chilogrammi.
(2)Nella moneta del contratto di vendita.

| 1) EXPORTATEUR (Naam, volledig adres, land) | 2) NUMMER | 00000 |
|---|---|---|
| | CERTIFICAAT<br>BEPAALDE MET HANDENARBEID VERKREGEN PRODUKTEN (HANDICRAFTS)<br>afgeleverd met het oog op het bekomen van de voordelen van het regime der tariefpreferenties in de europese economische Gemeenschap | |
| 3) GEADRESSEERDE (Naam, volledig adres, land) | 4) LAND VAN VERVAARDIGING | 5) LAND VAN BESTEMMING |
| 6) PLAATS EN DATUM VAN INLADING-VERVOERMIDDEL | 7) BIJKOMENDE GEGEVENS | |

| 8) NAUWKEURIGE OMSCHRIJVING VAN DE GOEDEREN - MERKEN EN NUMMERS - AANTAL EN SOORT | 9) HOEVEELHEID (1) | 10) FOB WAARDE (2) |
|---|---|---|
| | | |

11) VISUM VAN DE BEVOEGDE AUTORITEIT:

IK ONDERGETEKENDE, VERKLAAR DAT DE HIERNA OMSCHREVEN ZENDING UITSLUITEND PRODUKTEN BEVAT WELKE TEN PLATTELANDE MET HANDENARBEID IN DE HUISINDUSTRIE ZIJN VERVAARDIGD IN HET LAND AANGEDUID IN VAK NR. 4.

| 12) BEVOEGDE AUTORITEIT (Naam, volledig adres, land) | Te _____ de _____<br><br>(HANDTEKENING) (STEMPEL) |
|---|---|

(1) Aantal aan te duiden in stukken, meters, vierkante meters of kilogrammen
(2) In de munt van het verkoopcontract

| | |
|---|---|
| Fremstillingsland | Kompetent Myndighed |
| Herstellungsland | Zuständige Behörde |
| Χώρα κατασκευής | Αρμόδια Υπηρεσία |
| Country of manufacture | Competent authority |
| Pays de fabrication | Autorité compétente |
| Paese di fabbricazione | Autorità competente |
| Land van vervaardiging | Bevoegde autoriteit |
| | |
| Indien | |
| Indien | |
| Ινδία | The handicrafts and Handlooms Export Corporation of India Ltd |
| India | |
| Inde | All India handicrafts Board |
| India | |
| India | |
| | |
| Pakistan | |
| Pakistan | |
| Πακιστάν | Export Promotion Bureau |
| Pakistan | |
| Pakistan | |
| Pakistan | |
| Pakistan | |
| | Department of Foreign Trade |
| Thailand | |
| Thailand | |
| Ταϊλάνδη | |
| Thailand | |
| Thailande | |
| Tailandia | |
| Thailand | |
| | |
| Indonesien | Ministeriet for Handel og Kooperativer |
| Indonesien | Ministerium für Handel und Genossenschaften |
| Ινδονησία | |
| Indonesia | Department of Trade and Cooperatives |
| Indonésie | Ministère du commerce et des coopératives |

| | |
|---|---|
| Indonesia | Ministero del commercio e delle cooperative |
| Indonesië | Ministerie van Handel en Coöperatieven |
| Philippinerne | |
| Philippinen | |
| Φιλιππίνες | National Cottage Industries Development |
| Philippines | Authority (NACIDA) |
| Philippines | |
| Filippine | |
| Filippijnen | |
| Iran | |
| Iran | |
| Ιράν | |
| Iran | The Institute of Standards and Industrial |
| Iran | Research in Iran (ISIRI) |
| Iran | |
| Iran | |
| Sri Lanka | |
| Sri Lanka | |
| Σρι-Λάνκα | Department for Marketing and Export |
| Sri Lanka | Promotion of Handicrafts of Sri Lanka |
| Sri Lanka | |
| Sri Lanka | |
| Sri Lanka | |
| Uruguay | |
| Uruguay | |
| Ουρουγουάη | Dirección general de comercio exterior |
| Uruguay | |
| Uruguay | |
| Uruguay | |
| Uruguay | |
| Bangladesh | |
| Bangladesh | |
| Μπαγκλαντές | |
| Bangladesh | Export Promotion Bureau |
| Bangladesh | |

| | |
|---|---|
| Bangladesh | |
| Bangladesh | |
| | |
| Laos | |
| Laos | |
| [illegible] | Service national de l'Artisanat et de |
| Laos | l'Industrie |
| Laos | |
| Laos | |
| Laos | |
| | |
| Ecuador | |
| Ecuador | |
| [illegible] | Ministerio de Industria, Comercio e Integración |
| Ecuador | |
| Equateur | |
| Ecuador | |
| Ecuador | |
| | |
| Paraguay | |
| Paraguay | |
| [illegible] | |
| Paraguay | Ministerio de Industria y Comercio |
| Paraguay | |
| Paraguay | |
| Paraguay | |
| | |
| Panama | |
| Panama | |
| [illegible] | Câmara de comercio e industrias de Panamá- |
| Panama | Dirección de comercio interior y exterior |
| Panama | |
| Panama | |
| Panama | |
| | |
| El Salvador | |
| El Salvador | |
| [illegible] | Dirección de comercio internacional |
| El Salvador | |
| El Salvador | |

| | |
|---|---|
| El Salvador | |
| El Salvador | |
| | |
| Malaysia | |
| Malaysia | |
| [illegible] | |
| Malaysia | Malaysian Handicraft Development Corporation |
| Malaisie | |
| Malaisia | |
| Maleisië | |
| | |
| Bolivia | |
| Bolivien | |
| [illegible] | Ministerio de Industria, Comercio y Turismo - |
| Bolivia | Instituto boliviano de Pequeña industria |
| Bolivie | y artesania |
| Bolivia | |
| Bolivië | |
| | |
| Honduras | |
| Honduras | |
| [illegible] | |
| Honduras | Dirección general de comercio exterior |
| Honduras | |
| Honduras | |
| Honduras | |
| | |
| Peru | |
| Peru | |
| [illegible] | Ministerio de Industria y Turismo |
| Peru | |
| Pérou | |
| Perù | |
| Peru | |
| | |
| Chile | |
| Chile | |
| [illegible] | Servicio de cooperación tecnica (SERCOTEC) |
| Chile | |
| Chili | |

| | |
|---|---|
| Cile<br>Chili | |
| Guatemala<br>Guatemala<br>[illegible] | |
| Guatemala<br>Guatemala<br>Guatemala<br>Guatemala | Dirección de comercio interior y exterior |
| Argentina<br>Argentinien<br>[illegible] | |
| Argentina<br>Argentine<br>Argentina<br>Argentinië | Secretaria de Estado e comercio y negociaciones económicas internacionales |